



MEDIAPART

DOSSIER Iran : un pays en révolte

En Iran, un massacre à huis clos

Alors qu'Internet est toujours coupé en Iran, les premiers bilans de la répression font état de plusieurs milliers de morts et de près de 20 000 arrestations. À Ispahan, des témoignages évoquent des massacres et des rues ensanglantées.

Jean-Pierre Perrin

14 janvier 2026 à 17h19

À la télévision d'État, l'un des porte-parole du Guide suprême Ali Khamenei avait appelé le jeudi 8 janvier tout ce que la République islamique compte de miliciens à se regrouper autour des mosquées. Puis, il avait lancé un avertissement terrible à l'adresse de tous les parents : *« Si les jeunes ne pensent pas comme ils devraient, remettez-les dans le droit chemin et ne les laissez pas sortir. S'ils prennent une balle, ne venez pas vous plaindre. Ce soir, c'est la guerre. »*

C'est bel et bien une guerre que le régime a lancée contre sa population avec un bilan de victimes qui ne cesse d'être revu à la hausse, à mesure que de rares informations parviennent à filtrer – en dépit de la coupure généralisée d'Internet ordonnée le même jour par Téhéran et qui se poursuivait mercredi 14 janvier.

L'agence Human Rights Activists in Iran (HRAI) a comptabilisé plus de 2 500 tuées, dont 2 403 manifestant-es, douze mineur-es et neuf civil-es qui ne participaient pas à la contestation. Cent quarante-sept membres des forces de sécurité et soutiens du gouvernement ont aussi trouvé la mort.



Une capture d'écran d'une vidéo prise entre le 9 et le 11 janvier 2026, d'une morgue contenant des dizaines de corps dans la banlieue de la capitale iranienne Téhéran. © Photo AP / Sipa

Un officiel iranien, cité par l'agence Reuters, estime, lui, qu'environ 2 000 personnes, dont des membres des forces de sécurité, ont été tuées depuis le début des manifestations le 28 décembre. Le New York Times, qui cite un rapport du régime, fait état d'au moins 3 000 morts, un bilan qui pourrait être revu à la hausse – un chiffre équivalent à celui fourni par un responsable du ministère iranien de la santé.

De son côté, la chaîne Iran International, basée au Royaume-Uni, n'hésite pas à avancer le chiffre de plus de 12 000 personnes tuées, ce qui lui apparaît comme *« le plus grand massacre de l'histoire contemporaine de l'Iran – perpétré en grande partie sur deux nuits consécutives, les jeudi 8 et vendredi 9 janvier »*.

Iran International a précisé quelles avaient été ses méthodes d'investigation et *« être parvenu à cette conclusion après avoir examiné des informations provenant d'une source proche du Conseil suprême de sécurité nationale, de deux sources au sein de la présidence et divers témoignages au sein du Corps des gardiens de la révolution islamique dans les villes de Mashhad, Kermanshah et Ispahan »*.

À Ispahan, l'emblématique cité historique, célèbre pour ses éblouissantes mosquées et palais, un *« massacre »* s'est effectivement produit à ces mêmes dates, selon deux sources de Mediapart. *« J'ai réussi à avoir au téléphone ma sœur qui vit dans cette ville, indique Ardavan, qui habite près de Paris. Craignant que nous*

soyons sur écoute, je ne voulais pas qu'elle me parle de ce qui s'est passé. Mais elle a quand même voulu me raconter qu'elle avait vu depuis sa fenêtre des tireurs postés sur les toits des immeubles ouvrir le feu sur la foule des manifestants, et des corps dans la rue. »

« Les récits des massacres en Iran vont au-delà de l'horreur, a écrit sur son compte du réseau social X le journaliste iranien Bahman Kalbasi, qui a quitté l'Iran. Un ami a parlé à plusieurs habitants d'Ispahan, qui lui ont dit qu'ils pouvaient entendre les gens mourir dans les ruelles de la ville. L'un d'eux a fait état de rues et de murs maculés de sang. La situation est bien pire que ce que l'on peut voir sur les vidéos. »

« On ne sait plus quoi faire des blessés »

Une autre source indique que la tuerie d'Ispahan a été d'autant plus sanglante qu'un certain nombre de membres des forces de sécurité avaient été précédemment tués lors des manifestations. *« Le chef du pouvoir judiciaire [Gholamhossein Mohseni Ejei – ndlr] l'a clairement fait savoir lorsqu'il a dit : “Le sang appelle le sang” »,* ajoute Ardavan.

La situation des blessé·es dans tout l'Iran inquiète aussi énormément les organisations humanitaires. Selon HRAI, on compte pas moins de 1 134 personnes gravement atteintes. *« Dans notre hôpital, on ne sait plus quoi faire des blessés, nous n'avons plus de place pour les accueillir »,* confiait il y a quelques jours une infirmière de Téhéran.

Nombre de blessés sont par ailleurs arrêtés dès leur sortie de l'hôpital. Beaucoup le sont même à l'intérieur. Certains, avant d'avoir reçu les premiers soins.

À Karaj, une ville de la grande banlieue de Téhéran, les forces de sécurité armées auraient même encerclé des hôpitaux, emmené les blessé·es et, selon des témoins et des personnels médicaux, elles ont aussi tiré sur des manifestant·es blessé·es et incapables de se déplacer. Ces informations ont été données par Iran International, mais n'ont pu être vérifiées par des sources indépendantes.

Ce qui suscite encore plus d'inquiétude, c'est la situation dans les provinces kurdes de l'ouest de l'Iran, où le

soulèvement a été particulièrement intense et où, à chaque insurrection, la répression a toujours été extrêmement violente. Ainsi, c'est dans la province d'Ilam qu'est survenue l'attaque d'un hôpital par les forces de sécurité dès les premiers jours des manifestations.

Depuis la coupure d'Internet, très peu d'informations filtrent de ces régions et elles sont encore plus difficiles à vérifier. La situation des personnes arrêtées n'en est pas moins dramatique. HRAI en a dénombré 18 434 dans 187 villes et évoque la diffusion de 97 confessions forcées. Tout manifestant est d'ailleurs susceptible d'être appréhendé.

Un processus judiciaire extrêmement expéditif et opaque

« Je n'ai pas manifesté, mais mes amies qui sont descendues dans la rue ont peu après reçu un avertissement par SMS leur signifiant qu'elles seraient arrêtées la prochaine fois et qu'il n'y en aurait pas d'autre », raconte Shirin, une jeune femme qui vient de quitter l'Iran. Le simple fait d'utiliser Starlink – le réseau internet par satellite – rend passible d'emprisonnement.

Gholamhossein Mohseni Ejei, le chef du pouvoir judiciaire qui est l'un des piliers de la République islamique, a promis des procès et des exécutions *« rapides »* pour les suspects arrêtés lors des manifestations. *« Si quelqu'un a mis le feu à une personne, l'a décapitée avant de brûler son corps, nous devons faire notre travail rapidement »,* avait-il indiqué lors d'une visite d'une prison où sont détenues des personnes arrêtées. Dès le 5 janvier, il avait lancé : *« Cette fois, nous ne ferons preuve d'aucune pitié envers les émeutiers. »*

Déjà un manifestant de Karaj, Erfan Soltani, âgé de 26 ans, arrêté le 8 janvier 2026, est sous le risque d'une exécution imminente. Selon l'organisation de défense des droits humains Hengaw, basée en Norvège, le processus judiciaire a été extrêmement expéditif et opaque : pas d'avocat, pas d'accès au dossier, pas de droit à la défense.

La famille a été informée seulement quatre jours après l'arrestation que sa peine de mort était définitive et sans

appel. Erfan Soltan devrait être exécuté mercredi 14 janvier. La sœur du jeune homme, pourtant avocate, n'a pas pu accéder au dossier malgré ses démarches. La famille n'a droit qu'à une brève visite finale avant l'exécution.

Le procureur général iranien, Mohammad Movahed Azad, a par ailleurs déclaré mardi que certaines des personnes arrêtées seraient poursuivies pour « *moharebeh* » (« guerre contre Dieu »), ce qui signifie leur exécution par pendaison. Il a aussi appelé à identifier les propriétés des manifestant·es pour pouvoir les saisir, afin de leur « *donner une leçon* », a rapporté la télévision d'État. Selon Iran international, le tribunal de Qom a annoncé la saisie des biens et des comptes bancaires d'un propriétaire de café de la région, arrêté le 13 janvier et soupçonné d'avoir soutenu les manifestations.

Les familles doivent par ailleurs payer des sommes exorbitantes pour récupérer les corps de leurs proches, qui souvent ne peuvent pas non plus être enterrés selon les rites religieux.

À Téhéran, un calme de façade prévaut à présent. Les cafés sont ouverts, mais les restaurants et les centres commerciaux ferment plus tôt. Officiellement, il n'y a pas de cessez-le-feu. La circulation en centre-ville est à nouveau dense. La coupure d'Internet, en vigueur depuis cinq jours, ne permet pas d'avoir accès aux applications étrangères (YouTube, Instagram, Telegram...) et les communications avec l'étranger restent très aléatoires.

Conséquence de la féroce répression, le mouvement semble avoir fléchi. Selon le centre de recherche américain Institute for the Study of War, seules quatorze manifestations, dans six provinces, se sont déroulées le 12 janvier, contre 156 rassemblements dans vingt-sept provinces le 8 janvier, date à laquelle le régime a confié aux Pasdarans – les Gardiens de la révolution, l'organisation paramilitaire sous les ordres direct d'Ali Khamenei – la répression du mouvement.

Jean-Pierre Perrin